



Montreuil, le 11/05/2020

LE 11 MAI NOS VIES PLUTÔT QUE LES PROFITS !

Le modèle économique ultra libéral, soi-disant auto-régulé et indépassable (« There is no alternative » - Margaret Thatcher), démontre jour après jour ses limites :

- ➔ Notre système de santé, unanimement reconnu comme un des tout meilleurs au monde il y a encore quelques années, a été asservi, comme tous les services publics, au diktat du moindre coût ;
- ➔ Les délocalisations, faites au mépris des salariés et des populations locales, et désastreuses écologiquement, nous rendent dépendants du marché mondial.

Jamais dans notre histoire les crises n'ont insufflé à elles seules les changements nécessaires à un avenir meilleur pour la population. Au contraire, les gouvernements profitent des crises pour renforcer le libéralisme, socialisant les dettes et privatisant toujours plus les profits.

Mais d'autres choix sont possibles !

Le conseil national de la résistance a bien réussi à mettre en place la sécurité sociale dans un pays dévasté y compris économiquement.

D'autres choix sont possibles, l'économie ne doit pas primer sur l'humain, les services publics sont notre richesse commune !

A la DGFIP, la phase de confinement et son Plan de Continuation d'Activité (PCA) touchent à leur fin pour laisser place au PRA (Plan de Reprise d'Activité). Depuis des années, les agents des finances publiques s'entendaient dire qu'ils étaient un coût, trop nombreux, effectuant des missions pouvant être supprimées ou privatisées, externalisées, simplifiées... Il aura fallu cette crise sanitaire pour que le gouvernement découvre qu'ils sont essentiels à la continuité de l'Etat et effectuent des missions régaliennes. Selon les termes même de Darmanin, « *la DGFIP contribue à la continuité de l'Etat, au soutien à la vie économique et financière du pays* ».

C'est ce que la CGT Finances publiques a toujours affirmé !

Elle s'est battue pour que la sécurité des agents et des usagers prime, en lien avec la défense de notre statut et de nos missions.

Dans cette nouvelle phase, le PRA qui se substitue au PCA comporte trois priorités : missions essentielles du PCA, missions essentielles dont la reprise est à privilégier, activités pouvant reprendre le 11 mai ou plus tard, si les moyens le permettent. Autant dire que les limites ne sont pas claires, voire qu'elles n'existent pas !



Pourtant, l'heure n'est pas à la reprise du travail pour toutes et tous, partout et dans n'importe quelles conditions, mais à la protection des hommes et des femmes ; « *l'humain par-dessus tout* ».

La date du 11 mai a été choisie de façon arbitraire sans lien avec la fin de l'épidémie, mais dans le seul but de faire redémarrer l'économie. Pour la CGT Finances Publiques cela ne doit pas se faire au mépris des règles de sécurité encore nécessaires liées à l'épidémie, des conditions de travail, de restauration, de transports, etc.

La CGT Finances publiques maintient son appel, depuis le début de la pandémie, à déposer des droits d'alerte et de retrait dès que les conditions sanitaires pour travailler ne sont pas réunies.

Elle continuera à lutter contre toutes les décisions mettant en danger la santé des agents dans ce contexte particulier. Ne vous laissez pas mettre en danger, la CGT Finances publiques est à vos côtés pour faire respecter toutes les mesures sanitaires. Elle revendique le report de la mise en place du Plan de reprise d'activité et surtout une mise en œuvre très progressive.

Ensemble imposons la sauvegarde de notre santé vis-à-vis de cette épidémie, imposons la sauvegarde de nos droits et garanties, de notre statut, de nos missions, construisons le jour d'après à la DGFIP !

C'est pour ces raisons entre autre que la CGT Finances publiques a déposé un préavis de grève le 6 mai.

La CGT Finances publiques prépare également avec les autres structures de la CGT le jour d'après, car c'est à nous collectivement qu'il appartient de décider de nos choix de société, pas à des économistes et des banquiers qui nous ont démontré la faillite de leur système !

#Le jour d'après



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgifp.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 -
☎ : 01.48.70.71.63 📱 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

